

BENKADI-Bénin : la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin échange avec les acteurs stratégiques

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet BENKADI, la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin a réuni en atelier d'échange et de concertation les partenaires étatiques, les collectivités locales, les coopérations bilatérales et multilatérales, les 22 et 23 mars 2022 à Dassa-Zoumè.



Photo de famille PASCiB Benkadi Acteurs Stratégiques

L'objectif de cette rencontre est de créer les conditions d'une pleine participation et d'une implication effective des partenaires stratégiques pour mieux faire face aux multiples enjeux liés au changement climatique en Afrique de l'ouest en particulier au Bénin.

Dans son mot de bienvenue à l'ouverture de l'atelier, Aurélien ATINDEGLA, Président du Conseil d'Administration de la PASCiB,

convaincu de la nécessité de mutualiser les moyens d'actions ainsi que le renforcement de la synergie et de la complémentarité entre les différents acteurs, a appelé à une synergie d'actions en vue de renforcer la résilience des populations vulnérables au Bénin.

Le maire de la commune de Dassa-Zoumè, Nicaise FAGNON en se permettant de porter la voix de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) a félicité la PASCiB d'avoir réussi la territorialisation du projet BENKADI sur dix (10) communes du Bénin qui subissent de pleins fouets les effets néfastes du changement climatique.

Espérant la participation active et inclusive des différents acteurs réunis pour pallier la problématique du changement climatique au sein des communautés du Bénin, Abdoulaye Issa CHABI, Assistant du Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche représentant le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche à cette rencontre, a lancé officiellement les travaux dudit atelier.



Cérémonie d'ouverture

Au nombre d'une cinquantaine, les participants à cet atelier composés d'une part des honorables députés, des cadres techniques de cinq ministères (MCVDD, MEM, MAEP, MDGL, MESRS), et d'autre part des partenaires techniques et financiers comme le PNUD, l'Ambassade des Pays Bas, la GIZ, l'AFD sans oublier les maires des dix (10) communes de la zone d'intervention du projet ont pris connaissance des tenants et aboutissants du projet BENKADI au Bénin.

S'en sont suivies, plusieurs autres présentations et des travaux de groupes qui ont permis non seulement de préparer des actions synergiques dans le cadre de l'identification des effets du changement climatique et les mesures endogènes d'adaptation et d'atténuation, mais aussi de définir des stratégies de mise en œuvre du projet, articulées avec les plans nationaux d'adaptation basés sur les écosystèmes

Rappelons qu'à la fin de ce grand rendez-vous entre la PASCiB, meneur du projet BENKADI au Bénin et les partenaires étatiques, les collectivités locales, les coopérations bilatérales et multilatérales, plusieurs recommandations et une feuille de route ont été validées pour être exécutées.



Présentation

Un engagement sans cesse des acteurs

Jean Eudes OKOUNDE, Député à l'Assemblée nationale du Bénin, Coordinateur Eau et Assainissement du Réseau des parlementaires béninois et membre du Réseau Climat à l'Assemblée Nationale a pris l'engagement d'un accompagnement sans appel en faisant voter une loi susceptible de rendre pérenne la PASCiB dans sa mission.

Et parce que les femmes occupent une place importante au sein de communautés affectées, Léontine KONOU IDOHOU, Présidente du RIFONGA Bénin et membre de la PASCiB s'est montrée, rassurée que le projet BENKADI, dans sa démarche de renforcement de la résilience des communautés face au changement climatique ait pris en compte les femmes, majoritaires dans les communautés.

Pour Marc GANDONOU, Maire de la commune des Agué-Agués, le projet BENKADI au Bénin est venu à point nommé. Car, justifie-t-il, la commune des Agué-Agués est l'une des dix (10) communes repérées par le projet pour bénéficier de l'amélioration de l'efficacité de ses politiques publiques mais aussi du renforcement de la résilience de ses communautés face au changement climatique. Il a promis dès lors de fédérer tous les maires de la Communauté des Communes de l'Ouémé (CCO) à l'initiative de BENKADI.

Il est vrai qu'au Bénin, plusieurs interventions pertinentes existent dans les ministères sectoriels mais elles peinent à renverser la tendance climatique. C'est pourquoi, soutient Sagbo Damien DJODJO KOUTON Chef Projet BENKADI au Bénin, la PASCiB à travers ce projet œuvre pour une mutualisation des actions. A l'en croire, il est nécessaire de travailler avec les collectivités locales et de promouvoir la participation inclusive pour renforcer la résilience des communautés face au changement climatique. Un même espoir nourrit par Ernest Comlan PEDRO, Secrétaire Permanent de la PASCiB précisant le rôle primordial que joue le dialogue dans la mise en œuvre du projet BENKADI exécuté par la PASCiB au Bénin.

Bénin : Contribution du programme Benkadi à l'inclusion genre dans un contexte de changement climatique

*La journée internationale des femmes célébrée le 08 mars sous le thème « **l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable** », interpelle l'ensemble des acteurs sur l'implication de toutes les couches aux efforts nationaux et internationaux de lutte contre les changements climatiques.*

En effet, les changements climatiques constituent des menaces sérieuses pour l'environnement physique et humain, de même que pour l'économie nationale, régionale et mondiale.



Plate-Forme des Acteurs de la Société Civile du Bénin

Parmi les zones les plus affectées, figure l'Afrique de l'Ouest (IPCC, 2014), où les secteurs clés de développement, notamment l'environnement, l'agriculture, les ressources en eau, sont considérés comme vulnérables aux changements climatiques.

Les changements climatiques et les inégalités entre les sexes sont donc liés. En milieu rural, les femmes sont contraintes de faire de longues distances pour la corvée d'eau. Cela les expose aux risques de violences sexuelles et physiques surtout

dans les contextes sécuritaires déléteres.

A titre illustratif, les résultats des études genre et inclusion conduites par le programme Benkadi, une initiative de la société civile ouest africaine avec l'appui financier du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, en 2021 révèle en ce qui concerne le Bénin, que les femmes occupent 60% de la main d'œuvre agricole et apportent 80% de la production alimentaire, Elles sont très actives dans tous les secteurs d'activités agricoles. Elles constituent 65,5% des actifs agricoles dont 42,2% dans le primaire, 18,1% dans le secondaire et 39,7% dans le tertiaire. Toutefois, elles sont confrontées aux pesanteurs socio-culturelles découlant du système patriarcal qui limitent leur accès aux ressources productives (terre, crédits, intrants, etc.) et tendent à les confiner dans la sphère reproductive. Elles ont un très faible niveau d'éducation/formation et sont faiblement représentées dans les instances de prise de décision au sein des Organisations Socioprofessionnelles Agricoles.

Pour la Présidente du Réseau pour l'intégration des femmes des ONGs et Associations Africaines (RIFONGA)-Section du Bénin, *« l'enjeu actuel est d'assurer l'implication effective des femmes dans les instances de prise de décisions à tous les niveaux du dialogue politique pour le renforcement de la participation citoyenne dans l'identification, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies publiques de développement afin d'assurer la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques »* madame Léontine Konou IDOHOU.

Pour rappel, le programme BENKADI d'un coût global de 14.206.783.613 FCFA et sur une période de 5 ans (Janvier 2021-Décembre 2025) est une initiative de la société civile ouest africaine pour améliorer l'efficacité des politiques publiques en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali. Le programme couvre 4 pays, 30 régions et

67 communes. Au Bénin il est porté par la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), au Burkina Faso par le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), en Côte d'Ivoire par la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI), au Mali par le Secrétariat de Concertation des Organisations Non Gouvernementales (SECO-ONG). Le programme reçoit l'accompagnement technique et financier de Woord En Daad (WD) et du Ministère des Affaires Etrangères (MoFA) des Pays-Bas sous le leadership du Secrétariat Permanent des ONG (SPONG).

Source : communiqué de presse du Programme BENKADI

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN)



Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN) au [UN Climate Change](#).

Le [Bénin](#) prévoit de réduire ses émissions cumulées de gaz à effet de serre de 20,15% sur la période 2021-2030.

Consultez l'intégralité de la [#CDN](#) mise à jour ici : https://lnkd.in/eKVbE_T5

La CDN révisée du Bénin prend en compte plusieurs nouveaux secteurs.

□ Pour l' [#atténuation](#), elle inclut des mesures dans le secteur des déchets,

□ Pour l' [#adaptation](#), le Bénin a intégré pour la première fois des objectifs sur la santé et le tourisme.

🔗 □ Plus d'informations sur la mise à jour de la CDN en [#Afrique](#) de l'Ouest prochainement ! Restez connectés !

[#climatechange](#) [#COP26](#) [#NDCs](#)

Transport Durable au Bénin : la ville de Cotonou, un bon élève ?

Alors que presque toutes les principales villes du monde adoptent des modes transport durable avec à la clé de probants résultats, la capitale économique du Bénin peine à relever ce défi. A Cotonou, la majeure partie du transport routier est assurée par les légendaires « Zémidjan » et les fameux Taxi, « Tôkpa-Tôkpa ». Ils sont devenus tout aussi populaires et garantissent à presque toute la population la mobilité, malgré les risques liés à la pollution.

Samedi 25 septembre 2021. Il est 12 heures 15 minutes au bouillant carrefour Védoko. À cet endroit, l'atmosphère se

caractérise par d'épaisses fumées opaques et nauséabondes qui s'échappent des vrombissements des Taxis-motos, majoritaires et remarquables sur toutes les voies avec leur uniforme jaune.



Le phénomène est lié à une utilisation des motos à deux roues notamment les taxis motos appelés « Zémidjan » dont le nombre atteint des centaines de milliers pour servir de mobilité à la population. Pourtant, ce mode de transport apparu dans les années 1980-1990 est caduc et déconseillé pour atteindre l'objectif 11 du développement durable qui voudrait des villes et communautés durables.

Un mode de transport pollueur

À en croire les scientifiques, le monoxyde de carbone (CO) et le dioxyde d'azote (NO₂) donnent des taux dépassant souvent le seuil retenu par la réglementation Béninoise. Pour preuve, le carrefour du grand marché Tokpa de Cotonou présenterait les plus forts taux mesurés avec un maximum de 214,7 mg/m³ de CO. En dehors des risques élevés de pathologies respiratoires, oculaires et oto-rhino-laryngologiques sur la santé humaine,

c'est aussi le cadre de vie urbain qui est pollué.

Les environnementalistes béninois et autres grands défenseurs de la couche d'ozone ont d'ailleurs dénoncé, à maintes reprises, une pollution atmosphérique à des proportions inimaginables et proposent d'aller vers des moyens de transport verts.

Bien perceptible, la moto la plus utilisée de nos jours est celle de la marque «BAJAJ®». Selon sieur Anatole AGO, la quarantaine, c'est faute d'emploi ajouté au besoin de mobilité dans la ville que les Zemidjan affluent.



Avec plus de 15 ans d'ancienneté dans le Job de Zémidjan, sieur Anatole est conscient de l'impact de son job sur sa santé et dans son cadre de vie. Il tente impuissamment de justifier le fait. « Cette moto offre un meilleur confort et pollue moins ».

En réalité, ce mode de transport répandu dans la capitale économique du Bénin n'est nullement le meilleur en termes de transport durable, dénoncent les environnementalistes. Car justifient-ils, ce moyen de transport utilise de l'énergie issue de la combustion fossile et donc contribue à l'émission des polluants gazeux nocifs à l'environnement et à la santé.

Des alternatives qui peinent à renverser la tendance

Cependant, des alternatives émergent pour pallier le problème depuis quelques mois. Renald BALL0 est un jeune entrepreneur de la diaspora béninoise. Il est l'auteur d'une plateforme numérique de covoiturage, dénommé R-Mobility. Une plateforme dotée d'une application de mobilité partagée permettant de trouver des occasions en or de se déplacer en commun à moindre

coût et de réduire son empreinte carbone.

Comme les jeunes innovateurs, le gouvernement béninois entreprend également des démarches comme le projet « Bénin Taxi » et le partenariat en cours avec le suède dans le domaine du transport de masse à travers des bus et autres moyens de transport public utilisant le biocarburant.

Il est vrai que d'après les données officielles du ministère du cadre de vie et du développement durable, il est émis chaque jour près de 83 tonnes de monoxyde de carbone dans le pays, dont 49 tonnes par les motos-taxis, mais est-ce que les citoyens sont prêts à bousculer leurs habitudes de mobilité. Bien malin qui pourra répondre à cette interrogation. Il est donc à déduire que Cotonou est l'un des mauvais élèves en termes de transport durable en Afrique.

Toujours est-il que le développement durable tant souhaité, ne saurait être une réalité que si le transport routier béninois ne présente des caractéristiques protectrices de l'environnement et de la santé humaine.

Megan Valère SOSSOU

Energie durable au Bénin : les femmes rurales de Matéri adoptent le foyer amélioré Wanrou

Le déboisement et le secteur énergétique constituent de véritables sources d'émission de gaz à effet de serre dans le monde. En Afrique de l'ouest, l'utilisation du fagot de bois et du charbon de bois font partie des vulgaires ressources

pour faire la cuisine. Pourtant, il n'est plus à démontrer l'impact de ces actions sur le climat.



Test d'efficacité énergétique, foyer Wanrou

C'est pourquoi, sur initiative de l'Organisation Non Gouvernementale Eco Bénin, dans la zone septentrionale du Bénin, commune de Matéri, des femmes rurales adoptent désormais le foyer amélioré Wanrou pour réduire leur usage du bois. L'idée d'une telle solution, est partie des échanges avec la communauté du village de tanongo dans la commune de Matéri, grand consommateur du charbon de bois et du bois de chauffe mais qui depuis quelques années fait face à un manque cruel du bois.

Pour répondre au besoin de cette communauté, de subsister au manque récurrent du bois, évoque Jules LANDJOHOU, chargé de programmes à l'ONG EcoBénin, il a fallu travailler trois années durant, avec des recherches approfondies pour concevoir le foyer entier en argile et a amélioré son efficacité

énergétique.

Le foyer amélioré Wanrou se diffère des autres foyers vulgaires à trois pierres. Il est fait à base d'argile et utilise comme combustible une faible quantité de bois de feu souligne t-il avant de préciser qu'il dispose en effet, de quatre grandes parties à savoir : une chambre de ventilation (par où circule l'air), une chambre de combustion, une partie servant de support à la marmite, et une cheminée qui canalise la fumée hors de la cuisine.



Foyer Wanrou

Efficacité énergétique et une cuisine propre qui font sensations

Les composantes du foyer amélioré Wanrou favorisent non seulement une meilleure combustion du bois, ce qui le rend plus énergétiquement efficace mais offre une cuisine propre aux femmes rurales. Une efficacité énergétique qui oscille entre 22 % et 23 %, note le Chargé de Programmes de

l'organisation.

Depuis qu'il est conçu, plus de 20 000 personnes, réparties dans une dizaine de commune au Bénin utilisent le foyer amélioré Wanrou. C'est le cas de dame M'po Madeleine, vendeuse de mets dans la commune de Matéri. Contente, elle affirme, *« il y a plus d'un an que j'utilise ce foyer ma cuisson est plus rapidement et j'utilise moins de bois ».*

Comme elle, dame Yêdon'tê Célestine, formatrice de karité en beurre dans la commune de Matéri, salue l'initiative. Elle déplore la pression humaine qui a engendré la rareté du bois de chauffe dans son milieu.

Mais, elle se réjouit de l'arrivée du foyer Wanrou qui permet de pallier plusieurs problèmes. *« Ici, le gaz n'est pas facilement accessible, on avait l'habitude d'utiliser beaucoup de bois de chauffe mais avec le foyer Wanrou on utilise moins de bois et notre cuisine n'est pas jonchée de fumée noire »* fait-elle savoir.



Femmes rurales Matéri

Par ailleurs, ils sont encore nombreux à vouloir du foyer amélioré Wanrou. Il est à noter plus de 6000 foyers améliorés à servir dans les prochains mois selon Jules LANDJOHOU. Avec une demande devenue de plus en plus croissante, l'ONG EcoBénin a

parallèlement mis en place un programme de formation des femmes monitrices dans les départements Bénin. Car, justifie-il, il est important de partager les connaissances avec toutes les communautés. Ce transfert de compétences permettrait de passer à une meilleure vulgarisation du foyer amélioré Wanrou. En terme de stockage du carbone les études estiment que l'utilisation du foyer amélioré wanrou dans plus de 3500 ménages ne serait ce que pour la cuisson des trois repas (matin, midi, soir) permettrait d'éviter l'émission de 10.000 tonnes de dioxyde de carbone.

La communauté de Tanongo étant satisfaite, l'ONG EcoBénin peut se frotter les mains d'avoir innové à travers son foyer amélioré Wanrou qui désormais joue un rôle important dans la réduction du déboisement et contribue au bien-être sanitaire des femmes dans la cuisine. Pour finir, Jules LANDJOHOU, Chargé de programmes de l'ONG EcoBénin, rassure que les ménages qui font usage du foyer amélioré Wanrou, participent non seulement à la réduction considérable à hauteur de 80 % de leur consommation habituelle en bois. Ce qui constitue un effort en matière de lutte contre les changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU